



**United Nations Peacebuilding Support Office (PBSO)/ Peacebuilding Fund
(PBF)**

<p>Project Title: Programme national d'emploi spécifique pour les jeunes (filles et garçons) à risque de conflit et de formations orientées sur la culture de la paix et la citoyenneté dans les « zones à risque de tension »</p>	<p>Recipient UN Organization(s): ONUDI UNFPA PNUD PAM</p>
<p>Project Contact:</p> <p>ONU DI : Bafotigui Sako, Représentant pour la Guinée, le Liberia et la Sierra Léone Telephone: +(224) 664 37 65 24 E-mail: b.sako@unido.org</p> <p>PNUD : Mme Metsi MAKHETHA Directeur Pays, PNUD GUINEA BP : 222 Conakry Tel : +224 623 55 475 E-mail : metsi.makhetha@undp.org</p> <p>UNFPA : Dr Edwige Adekambi DOMINGO Représentant Résident, UNFPA GUINEA BP : 222 Conakry Tel : 00224 30 46 23 00 E-mail : adekambi@unfpa.org</p> <p>PAM : Élisabeth FAURE, Représentant Résident BP : 222 Conakry Tel : +224 628 683 900 E-mail : elisabeth.faure@wfp.org</p>	<p>Implementing Partner(s): <i>(Government, Civil Society Organizations, etc.)</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes - Ministère de l'habitat et de l'urbanisme - Ministère de l'Industrie et des PME - Ministère des Affaires Sociales et de la Promotion Féminine - Ministère de l'Agriculture - Ministère de l'Environnement et du Développement Durable - Ministère de l'Administration du Territoire et de la décentralisation - Gouvernorats - FRANCAS (ONG française d'éducation Populaire) - PME - ONG - JATROPHA, institution de micro finances
<p>Project Number:</p>	<p>Project Location:</p>

Project Description:

Ce programme vise à promouvoir l'autonomisation des jeunes (garçons/filles) et femmes à risque de conflits afin de les mettre à l'abri des manipulations politiques et des mouvements de violence (à caractère économique et social), à travers la création d'emplois et la formation de ces couches vulnérables, notamment:

- le renforcement du projet d'assainissement à travers les fonds de réactivités pour les jeunes et les femmes dans les zones à risque;
- le soutien aux initiatives économiques productives/ entrepreneuriales/AGR des jeunes et femmes à risque;
- l'animation socio-éducative à la citoyenneté et à la culture de la paix des jeunes et femmes dans les localités à risque

Total Project Cost: 2 549 725 USD
Peacebuilding Fund: 2 549 725 USD
Other: /
Total: 2 549 725 USD

Project Start Date and Duration:

Janvier 2014 – Juin 2015
 Dix-huit (18) mois

Gender Marker Score¹: 2

Score 3 for projects that are targeted 100% to women beneficiaries and/or address specific hardships faced by women and girls in post-conflict situations;

Score 2 for projects with specific component, activities and budget allocated to women;

Score 1 for projects with women mentioned explicitly in its objectives, but no specific activities are formulated nor is a budget reserved; and

Score 0 for projects that do not specifically mention women.

PBF Outcomes²: Les jeunes et les femmes à risque de conflit sont à l'abri des manipulations politiques à travers leur accès aux revenus et à la culture de la citoyenneté

Project Outputs and Key Activities:

Output1 : 5000 jeunes (filles et garçons) et femmes ont accès à des opportunités d'emplois à travers l'appui à 84 associations des jeunes et des femmes impliqués dans la phase 1 du projet assainissement et 16 nouvelles associations émergent et sont opérationnelles dans les nouvelles zones :

-Renforcement des capacités des PME de collecte et de tri des déchets;

-Assainissement et aménagement intégrés des espaces publics;

- Appui aux centres de traitement/ valorisation des déchets solides

-Distribution des vivres lors des campagnes d'assainissement et de formation / sensibilisation dans les nouvelles zones

Output2 :500 jeunes (filles et garçons) et femmes ont accès à des revenus à travers l'appui aux initiatives économiques individuelles et/ou collectives dans les 11 localités à risque de conflits et la Ville de Conakry :

-Identification des associations des jeunes à risques et de leurs besoins en AGR ;

-Formations entrepreneuriales et au métier

-Financement des AGRs identifiées

-Renforcement des structures d'encadrement sur la citoyenneté et la culture de la paix

-Formation sur la citoyenneté et cultures de la paix des structures impliquées dans les activités d'assainissement et AGR

Output3 : Les jeunes et les femmes à risque de conflits participent aux campagnes d'animation socioéducative, à la non-violence et à la culture de la paix dans les 12 localités à risque :

-Animation des activités socioéducatives et des débats sur la citoyenneté et cultures de la paix

-Appui aux structures d'animation et de prévention des conflits

¹ The PBSO monitors the inclusion of women and girls in all PBF projects in line with SC Resolutions 1325, 1612, 1888, 1889.

² PBF specific outcome areas: 1 Security Sector Reform; 2 Rule of Law; 3 (DD) R; 4 Political dialogue for Peace Agreements; 5. National reconciliation; 6. Democratic governance; 7. Management of natural resources (including land); 8. Short-term employment generation; 9. Sustainable livelihoods; 10. Public administration; and 11. Public service delivery (including infrastructure

(for PRF-funded projects)

Co-chairs of the Joint Steering Committee

M. Anthony Ohemeng BOAMAH,
Coordinateur Résident UN, Vice Président du
Comité de pilotage
Signature:

Son Excellence M. le Premier Ministre
Mohamed Saïd FOFANA, Premier Ministre, Président
du Comité de pilotage
Signature:

Date & Seal:

12 Dec 2013

Date & Seal:

23/14 2013

Recipient UN Organization(s)
(If it is a joint project all Heads of UN
Entities/Agencies receiving funds should sign)

Bafotigui SAKO, Représentant ONUDI
Signature:

National Implementing Partner(s)

Sanoussy Bantama SOW, Ministre de la Jeunesse de
l'emploi jeunes et des sports
Signature:

Date & Seal:

Date & Seal:

06/12/2013

Dr Edwige Adekambi DOMING,
Représentante UNFPA
Signature:

Hadja Diaka DIAKITE, Ministre des Affaires Sociales
de la Promotion Féminine et de l'Enfance
Signature:

Date & Seal:

Mm Elisabeth Faure, Représentante PAM
Signature:

Date & Seal:

Mme Metsi MAKHETHA Directeur pays
PNUD
Signature: P.O
DPAIP

Date & Seal:



Table des matières :

COMPOSANTE 1:

- a) Analyse de la situation, analyse des écarts financiers et l'évaluation des besoins critiques de construction de la paix
- b) Projet / Portefeuille justification

COMPOSANTE 2 :

- a) Centre d'intérêt du projet et les groupes cibles
- b) La théorie du changement n : lier les activités aux résultats

COMPOSANTE 3 :

- a) Approche de mise en œuvre
- b) Budget
- c) la durabilité
- d) La gestion des risques
- e) Cadre de résultats et de suivi et d'évaluation

COMPOSANTE 4 :

- a) les agences d'exécution et leur capacité
- b) les modalités de gestion de projet et de la coordination
- c) Dispositions administratives

COMPOSANTE 5 : Annexes

Annexe A: Cartographie des donateurs en consolidation de la paix final par domaine prioritaire y compris les agences des Nations Unies) et l'écart de l'analyse stratégique

Annexe B: Cartographie de la table de l'ONU Capacité Agence

Annexe C: Organigramme des structures de gestion de projet

Annexe D: table cible pour les indicateurs de résultats et de sortie du cadre de résultats

PROJECT COMPONENTS:

COMPONENT 1: (The "WHY")

a) Project (Portfolio) Justification

Le climat sociopolitique tendu après l'organisation des élections législatives du 28 Septembre 2013 et les fortes attentes (urgentes) des populations sur l'amélioration des conditions socioéconomiques après les élections présidentielles de 2010 en Guinée constituent de nos jours de réelles menaces pour la stabilité politique et l'unité nationale dans le Pays. En effet force est de constater la détérioration du climat social et de l'augmentation des frustrations dû aux facteurs économiques, politiques et sociaux.

Facteur économique : Malgré les efforts déployés, le nombre des jeunes et femmes au chômage ne cessent d'augmenter. Compte tenu de la disproportion entre le nombre d'opportunités d'emploi créés et la vague des nouveaux chercheurs d'emplois; l'inadéquation entre les formations reçues et les emplois trouvés d'une part et du départ et/ou de la fermeture de grandes sociétés (surtout minières) à cause du contexte sociopolitique, juridique et économique d'autre part.

Facteur politique : La suite de la tenue des élections législatives avec la modification du faciès des tendances politiques (radicalisation des acteurs politiques/incitation à la violence)

Facteur social : Une insuffisance de transfert des valeurs socioculturelles, de civisme et de culture de la paix aux jeunes à tous les niveaux (parent, communauté, Etat.)

b) Justification :

Malgré cette situation, la plupart des partenaires techniques et financiers n'interviennent pas dans les projets visant la consolidation de la paix excepté le PBF qui, dans sa première phase a financé des projets qui concourent à l'apaisement du climat social notamment dans le domaine de la création d'emploi des jeunes et des femmes à risque de conflit à travers les activités d'assainissement.

Ce projet a permis à 4000 jeunes et femmes d'avoir accès aux revenus, les transformant en véritables « acteurs de développement et de la consolidation de la paix » plutôt que des personnes vulnérables facilement manipulables lors des mouvements sociopolitiques. Dans sa mise en œuvre, la constitution des consortiums/groupements à partir de 84 associations de jeunes et femmes a facilité les échanges qui ont contribué aux changements d'attitude, au renforcement de la cohésion entre les acteurs concernés et la réduction des associations à caractère ethnique. En plus, des effets catalytiques, il a permis la mobilisation des fonds au niveau d'autres bailleurs (Japon et la Banque mondiale), même si pour la BM le projet tarde à démarrer pour des raisons de procédures.

Signalons aussi, que l'Union Européenne avait financé en 2010 le Projet de Mobilisation des Jeunes pour l'Aménagement de Tilé (PROMOJAT) qui a permis la création de 2500 emplois temporaires en faveur des jeunes dans la ville de N'Zérékoré et a contribué à apaiser le climat social durant la période de transition militaire.

Le projet assainissement, financé par le PBF dans la première phase du PPCP II, devrait couvrir les périodes d'avant, pendant et après les élections législatives qui ont été tenues avec quelques irrégularités et des cas de fraudes constatés ayant entraîné des revendications exacerbées des différents partis politiques qui n'ont pu être traités par la cours suprême. il est indispensable de prendre des initiatives contribuant à la création des conditions d'apaisement de l'environnement social et politique, et de stabilité, mais aussi, consolider les acquis de la première phase pouvant assurer des emplois pérennes aux jeunes et femmes.

La rapidité des procédures du PBF dans le financement des projets de consolidation de la paix permettra de consolider et de vulgariser les résultats enregistrés au niveau des couches juvéniles et

Emploi spécifique pour les jeunes (filles et garçons) à risque de conflit

féminines qui sont des groupes particulièrement exposés aux manipulations politiques et sociales, du coup sensibles aux clivages, aux risques de conflits et à la violence qui en découlent.

Ainsi, une vigilance particulière doit être observée à l'égard de ces couches de populations vulnérables en leur consacrant un encadrement adéquat à travers l'apport d'alternatives à la violence et aux risques de manipulations politiciennes. Dans cette optique, il est important d'accorder une place de choix à la question d'emplois des jeunes et des femmes et de leur l'accès aux revenus.

COMPONENT 2: (the "What")

a) Ciblage du projet et groupes cibles :

Les groupes cibles du présent projet sont essentiellement les jeunes et les femmes, couches sociales se trouvant plus dans le besoin et qui sont particulièrement exposés aux manipulations politiques et sociales, du coup sensibles aux clivages, aux risques de conflits et à la violence qui en découlent.

N'ayant pas accès à l'emploi et à des possibilités de revenus et n'ayant pas les moyens de réaliser leurs aspirations, les jeunes et les femmes souvent sans qualification, sont entretenus par des leaders d'opinions pour des fins de commissions de violence.

Ces jeunes et femmes à risque se trouvent dans des localités « chaudes » ou « à tension » qui constituent les zones cibles du projet. Au nombre de 15 préfectures à l'intérieur du pays et de 5 communes à Conakry, ces zones sont souvent secouées par des soulèvements et des manifestations violentes à caractère économique et sociopolitique.

La mise en œuvre du projet préconisé dans ces localités permettra de créer des occupations (emplois) et des revenus pour ces couches vulnérables qui vont constituer des acteurs de paix par le biais de leur formation à la culture de la paix, parallèlement à l'exécution des activités du projet, mais aussi, créer l'esprit de confiance entre ces jeunes par leur constitution en des consortiums en vue de consolider les acquis de la première phase du PPCP II déjà décrits plus haut.

b) Théorie de changement :

Si les résultats immédiats des projets PBF se manifestent dans des opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes à risque de conflits et améliorent leur accès équitable aux ressources économiques,

Alors les risques de leur instrumentalisation pour des contestations sociopolitiques seront réduits.

COMPONENT 3: (the "How" or Implementation Strategy)

a) Stratégie de mise en œuvre

Le Projet sera exécuté conjointement par quatre agences des NU (ONUDI, PNUD, PAM, UNFPA) à travers une stratégie de mise en œuvre basée sur une approche transversale et complémentaire en plusieurs étapes en fonction des activités du projet.

Les activités de renforcement des capacités des PME de collecte et de tri des déchets; l'assainissement et l'aménagement intégrés des espaces publics et du renforcement du tissu social devront favoriser la création de revenus et de sources de revenus substantiels, l'accès des jeunes et des femmes à risque d'instabilité aux rations alimentaires se fera à travers des opérations de distributions des rations familiales. Cet appui alimentaire visera particulièrement les nouveaux bénéficiaires des nouvelles localités.

Les étapes de l'approche consistent en :

- Le renforcement des capacités d'intervention des associations de jeunes/femmes à risque, des PME bénéficiaires de la première phase dans l'assainissement et la valorisation des déchets, l'identification des nouvelles associations des jeunes et des femmes évoluant dans les zones à risque de conflits en vue de leur accompagnement;

- L'identification, la formation et le financement des AGR des groupes /clans en vue de réduire leur participation aux manifestations en leur donnant des opportunités d'accès aux revenus substantiels et des formations à la culture citoyenne ;
- La participation des jeunes et des femmes à risque de conflits aux campagnes d'animation socioéducative, à la non-violence et à la culture de la paix dans les 20 localités du projet. Ils bénéficieront des formations avant d'être opérationnels sur le terrain pour mener les activités d'animation socioéducatives et organiser les débats sur la citoyenneté et la culture de la paix.

Ainsi le projet s'articulera sur trois composantes :

1- Assainissement :

Il consiste à appuyer les PME de collecte, les ONG et les associations de jeunes et de femmes chargées de la valorisation des déchets dans les cinq communes de Conakry ainsi que dans les 11 préfectures à risque de conflits dont Siguiiri, Kankan, N'Zérékoré, Lola, Macenta, Mamou, Pita, Labé, Kindia, Boké, Fria. Le choix des préfectures d'intervention découle du constat des violences enregistrées dans ces préfectures depuis entre 2008 et 2012.

Les structures à accompagner et à identifier emploieront un nombre considérable de jeunes et de femmes défavorisés, peu qualifiés, illettrés et désœuvrés dans ces zones à risque qui sont généralement utilisés lors des événements dans les manifestations politiques et sociales. Les déchets seront collectés par des PME de collecte, triés et livrés aux consortiums ou GIE de jeunes ou de femmes issus des associations et ONG à la base (au niveau des quartiers et districts). Ces consortiums et/ou GIE assureront leur valorisation en produits recyclés : composts, plastiques recyclés, cannettes ou tout autre produit susceptible d'être recyclé et commercialisé.

L'approche préconisée est de mettre en relation de chaînes de valeurs les PME de collecte de déchets et les différents consortiums ou GIE qui seront mis en place. Ainsi cette approche intégrée permettra de développer une dynamique qui va accroître le nombre d'employés/travailleurs potentiels, et optimiser les capacités de gestion et donc de survie au-delà de la durée du projet qui est de 18 mois.

Le renforcement de capacité sous-entend :

- Une assistance technique pour les aider à améliorer leur performance managériale, commerciale et opérationnelle : formation sur les techniques de balayage, de collecte, de tri et de transport, l'hygiène dans le processus de collecte, le compostage et la vente.
- L'acquisition de matériels et équipements appropriés dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les nouveaux GIE qui seront constitués.

L'assainissement consiste en : le balayage, le ramassage, le tri, l'évacuation des déchets des espaces publics des localités identifiées par les GIE existants et à constituer.

Quant à l'aménagement, il consistera aux curages des caniveaux/ cours d'eau, la mise en valeur des plages et l'installation des poubelles dans des lieux ainsi assainis.

La valorisation consistera à appuyer les centres de prétraitement existant et la création de 7 nouveaux centres de prétraitement et leur mise en relation avec les GIE de collecte.

Au niveau de certaines communes (14 pour la première phase) des projets de collecte d'ordures ont été déjà mis en œuvre sous financement UE et PBF et ont produit des résultats globalement satisfaisants. Cependant, ces initiatives nécessitent d'être consolidées en renforçant le mécanisme de partenariat existant afin de faire face à l'urgence de la surproduction des déchets solides dans ces villes. Il est envisagé de répliquer cette bonne pratique dans les préfectures de Guéckedou, Kankan, N'Zérékoré Labé, Kindia et Coyah parallèlement à l'assainissement des espaces publics de ces préfectures, et en procédant de manière que les activités créées puissent continuer au-delà de la période du projet.

Les municipalités et la société civile seront mises à contribution dans la mise en œuvre des différentes activités comme dans le projet précédent, en vue de l'intégration des GIE ainsi formés dans les dispositifs d'assainissement continu des localités touchées. En outre, les accords de partenariat

Emploi spécifique pour les jeunes (filles et garçons) à risque de conflit

publics/privés qui seront signés entre les GIE mis en place et le secteur privé (exemple SODIPLAST) constituent une des garanties de durabilité du projet.

Cette composante sera réalisée par l'ONUDI dans 11 localités et dans la ville de Conakry. Le PNUD interviendra dans les 3 localités de la Guinée forestière (N'Zérékoré, Lola, Macenta) en collaboration avec les ministères concernés à travers les services déconcentrés.

Les différentes activités de cette composante seront soutenues dans les nouvelles localités par la distribution des vivres par le PAM.

2-Composante appui à l'entrepreneuriat/ AGR

Avec les organisations de la société civile et services déconcentrés des ministères impliqués dans les localités cibles, une identification de 500 jeunes et femmes à risque de conflits dans les quartiers "chauds" sera menée. Il sera partagé avec eux, les objectifs du projet. Il est important dans cette phase de reconnaître leurs capacités créatives afin que ces jeunes aient confiance en eux même pour entreprendre une activité économique. Un programme d'apprentissage ne dépassant pas 2 mois avec à la clé un mécanisme pour leur insertion socio-économique sera proposé. A noter que les métiers à retenir sont ceux de types faciles : coiffure, vulcanisation des pneus, ferrailage et carrelage dans le bâtiment, prestation audio vidéo, nettoyage de véhicule, petite distribution, etc.

Pendant toute la durée de l'apprentissage, les bénéficiaires seront suivis car placés dans des ateliers et une ration alimentaire leur sera fournie. Compte tenu de leurs niveaux d'études différents, un module de formation simplifiée en esprit d'entreprise, gestion et crédit sera disponible en français et en langue nationale. Les crédits sont à taux zéro et un système de financement rapide à travers un fonds de réactivité sera mis en place en vue de réagir vite aux besoins d'occupation identifiés dans les zones à vives tensions politico-sociales (notamment l'axe Bambeto – Cosa) pour le financement d'activités d'auto-emploi des Jeunes et femmes.

Cette activité sera menée de concert par l'ONUDI, UNFPA et le PNUD. Le PAM assurera la distribution des vivres aux bénéficiaires. Les fonds relatifs aux financements des initiatives économiques retenus seront logés au niveau de JATROPHA, qui est une institution de micro finances. Une convention sera signée entre cette institution et les agences concernées.

3-Composante animation socioéducative et formation sur la citoyenneté et la culture de la paix

Elles concerneront en premier lieu les 5000 jeunes (garçons et filles) et femmes utilisés dans l'assainissement (collecte et valorisation) et initiateurs des activités génératrices de revenus. Ces jeunes et femmes seront formés à la culture de la non-violence, à la culture de la paix et de la citoyenneté à travers des ateliers de formation, des débats, et autres activités événementielles assurés par un corps d'animateurs socioéducatif. Ce corps d'animateurs socioéducatif de 21 personnes formées pour les localités cibles avec un dispositif réglementaire permettra d'assurer un meilleur encadrement et un accès égal des jeunes (filles et garçons) et des femmes à risque aux activités d'animation socioéducatives et ludiques en vue de leur plus large participation à la vie citoyenne et à la préservation de la paix.

En outre, cette composante consistera aussi à la mise en place de 20 centres d'animation pour la paix (CAP) au niveau des localités touchées.

Les radios communautaires seront mises à contribution en vue de mener des activités diverses de sensibilisation sur la non-violence et la gestion pacifique des conflits. Les espaces de rencontre des jeunes dans les quartiers, des conférences débats, des pièces théâtrales, des tournois sportifs, des projections de films, la sensibilisation de masses seront utilisés pour véhiculer les messages sur la paix, la non violence et la citoyenneté. Les jeunes (filles et garçons) et les femmes faisant partie ou non des associations structurées et non structurées seront appuyés dans la gestion associative interne et bénéficieront d'un accompagnement pour l'obtention des documents juridiques de leur association.

Les structures renforcées réaliseront ces activités de formation, sensibilisation et animation en faveur des jeunes et des femmes qui sont impliqués dans les activités d'assainissement et des AGR. Cette

composante sera réalisée par l'UNFPA en partenariat avec le Ministère de la Jeunesse de l'Emploi Jeune et des Sports ainsi que des ONG opérationnelles dans les localités ciblées parallèlement aux autres activités du projet.

b) Budget

Outpout 1 : 5000 jeunes et femmes ont accès à des opportunités d'emplois à travers l'appui à 84 associations des jeunes et des femmes impliqués dans la phase 1 du projet assainissement et 16 nouvelles associations émergent et sont opérationnelles dans les nouvelles zones.				
Activités	Rubriques	quantité	coût unitaire	Total
<i>Renforcement des capacités des PME de collecte et de tri des déchets;</i>	Formations en techniques de collecte et de tri des déchets	20	1392,657	27853,14
	Equipements	20	17045,959	340919,18
<i>- Assainissement et aménagement intégrés des espaces publics;</i>	assainissement des espaces publics	600	225,013	135007,8
	aménagement des espaces publics	8	34241,235	273929,88
<i>- Appui aux centres de valorisation des déchets solides</i>	Appui aux centres existants	9	9783,21	88048,89
	Formations en techniques de traitement des déchets plastiques	15	1408,842	21132,63
	Mise en place des centres de prétraitement des déchets plastiques	15	17120,6175	256809,2625
<i>Distribution des vivres lors des campagnes d'assainissement et de formation / sensibilisation dans les nouvelles zones</i>	achat, transport et entreposage de vivres	1	107568	107568
	Distribution et suivi des distributions	1	36334,08	36334,08
Total 1				1287602,863
Outpout 2: 500 jeunes et femmes ont accès à des revenus à travers l'appui aux initiatives économiques individuelles et/ou collectives dans les 11 préfectures à risque de conflits et dans la ville de Conakry				
Activités	Rubriques	quantité	coût unitaire	Total
Identification des associations des jeunes à risques et de leurs besoins	Identification des jeunes et femmes à risque, partenaires locaux	20	1095,8573	21917,146
	Identification des besoins en matière d'AGR	20	2191,698	43833,96
Formation entrepreneuriales et au métier	Formation à l'entrepreneuriat	20	1643,7818	32875,636
	Formation aux métiers d'AGRs	500	164,37818	82189,09
Financement des AGRs identifiées	Financement des AGRs retenues	500	438,3396	219169,8
	suivi des AGRs financées	500	27,39664	13698,32

Total 2				413683,952
Output 3: Les jeunes et les femmes à risque de conflits participent aux campagnes d'animation socio éducatif, à la non violence et à la culture de la paix dans les 12 localités à risque				
Activités	Rubriques	quantité	coût unitaire	Total
<i>Renforcement des structures d'encadrement sur la citoyenneté et la culture de la paix</i>	Formation des formateurs	5	2332,7482	11663,741
	Equipements des formateurs	40	499,8675	19994,7
<i>Formation sur la citoyenneté et cultures de la paix des structures impliquées dans l'assainissement et AGR</i>	Formation des structures impliquées dans l'assainissement et AGR	20	1899,538	37990,76
<i>Animation des activités socio éducatives et organisation des débats sur la citoyenneté et cultures de la paix</i>	organisation des activités socioéducatives	60	1332,9966	79979,796
	Organization des débats sur la citoyenneté et la culture de la paix.	60	666,4983	39989,898
<i>Appui aux structures d'animation et de prévention des conflits</i>	Formation des structures d'animation existant	38	1899,52057	72181,78166
	Equipements	38	2332,74405	88644,2739
<i>Distribution des vivres lors sensibilisation dans les nouvelles zones</i>	achat, transport et entreposage de vivres	1	49800	49800
	Distribution et suivi des distributions	1	14740,8	14740,8
Total 3				414985,7506
Personnel		1	254972,51	254972,511
Sub-Total Project Costs		1	2 371 245	2 371 245
Indirect Support Costs		1	178480,80	178 480
TOTAL GENERAL				2 549 725

CATEGORIES	PBF PROJECT BUDGET				TOTAL
	Amount Participating Agency				
	ONUDI	PNUD	UNFPA	PAM	
1. Staff and other personnel	\$124 913	\$39 989	\$64 957	\$25 114	\$254 973
2. Supplies, Commodities, Materials	\$624 565	\$199 944	\$324 787	\$120 795	\$1 270 090
3. Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation)	\$50 000	\$30 000	\$50 000	\$0	\$130 000
4. Contractual services	\$174 826	\$49 978	\$59 915	\$55 000	\$339 718
5. Travel	\$25 000	\$0	\$20 000	\$0	\$45 000
6. Transfers and Grants to Counterparts	\$87 439	\$27 992	\$45 470	\$17 580	\$178 481
7. General Operating and other Direct Costs	\$80 668	\$25 824	\$41 949	\$16 218	\$164 659
Sub-Total Project Costs	\$1 167 410	\$373 727	\$607 078	\$234 706	\$2 382 921
8. Indirect Support Costs*	\$81 719	\$26 161	\$42 495	\$16 429	\$166 804
TOTAL	\$1 249 129	\$399 888	\$649 573	\$251 136	\$2 549 725

- The rate shall not exceed 7% of the total of categories 1-7, as specified in the PBF MOU and should follow the rules and guidelines of each recipient organization. Note that Agency-incurred direct project implementation costs should be charged to the relevant budget line, according to the Agency's regulations, rules and procedures.

c) la durabilité

Conformément à la politique de décentralisation en vigueur en Guinée, la responsabilité en matière d'assainissement incombe aux collectivités locales. A ce titre les dispositifs des activités d'assainissement initiées par les associations des jeunes et des femmes et appuyés dans le cadre du présent projet sont intégrés aux municipalités bénéficiaires. Les communes et leurs services techniques superviseront et appuieront les associations. Ceci garantira l'appropriation par les collectivités locales.

Les agences d'exécution mettront en place une stratégie de mise en œuvre basée sur les municipalités intégrant toutes les parties prenantes. Aussi, la mise en place des chaînes de valeur procurant des revenus aux bénéficiaires avec des effets induits, garantira la pérennité des acquis.

L'intégration des GIE dans le dispositif d'assainissement des municipalités (comme dans le précédent projet) assurera la continuité des actions après le projet. Également, d'autres bonnes pratiques locales et expériences en la matière seront mises à profit.

Les associations seront soutenues par les collectivités locales à la fin du projet.

Les ONG et autres structures d'exécution veilleront à l'émergence de compétences et de dynamiques internes au sein des équipes techniques, du gouvernement, des structures déconcentrées et des collectivités locales pour assurer la pérennité des acquis du projet.

Par ailleurs, les accords de partenariat publics/privés établis entre les centres de valorisation et le secteur privé dans le recyclage des déchets solides permettront de pérenniser les emplois créés grâce à leur capacités de générer des revenus.

Les revenus engrangés par les activités d'assainissement et de valorisation des déchets solides permettront aux jeunes et femmes bénéficiaires d'être des partenaires actifs et réguliers pour les actions de promotion de la paix.


d) Risques

Le projet vise non seulement à procurer des revenus aux jeunes et aux femmes à travers l'assainissement, mais aussi et surtout les occuper pendant les périodes des élections législatives, communales et communautaires. Cependant, les tensions sociopolitiques persistantes au niveau national sont susceptibles d'affecter la mise en œuvre du projet si les troubles se généralisent à l'intérieur du pays.

En effet, le projet pourrait être exposé à quatre risques majeurs :


- 1) D'abord au plan global, sa bonne marche dépendra de l'environnement général apaisé indispensable après la tenue des élections législatives et favorable à la conduite des actions retenues. Le risque existe potentiellement que les jeunes et les femmes soient entraînés dans les conflits du fait des efforts que les partis et le gouvernement sont en train de déployer pour recruter les jeunes et les femmes et intensifier les actions en leur endroit. Ce risque serait amoindri, à la faveur premièrement d'une synergie d'ensemble du Plan d'action pour la Guinée (notamment les projets Dialogue inclusif ; Education civique et Culture de la paix ; sécurisation des élections législatives), et deuxièmement de la volonté de tous les acteurs d'évoluer dans un climat d'apaisement aux plans national et local. Par rapport à cet environnement global, il est également important que les fonds du projet soient en place de toute urgence, pour répondre immédiatement à la demande des jeunes et des femmes face à la montée actuelle des tensions post électorales.
- 2) L'environnement global sera lui-même en corrélation avec la volonté politique en faveur d'une intégration véritable des jeunes et des femmes dans le processus final de la transition civile. De plus, tout retard dans l'opérationnalisation de l'assemblée nationale et du calendrier des élections locales, serait de nature à favoriser une montée des tensions, et amener les jeunes et les femmes dans la rue. Aussi, les interventions musclées des services du maintien de l'ordre lors des manifestations /revendications causent souvent des frustrations amenant les jeunes à des actes de vandalisme dans les cités. Une synergie entre l'axe emploi des jeunes et des femmes et l'axe de la réforme des secteurs de défenses et de sécurités permet de limiter ce risque.

Il est également primordial d'avoir un engagement ferme des Ministères de la contrepartie, tout en s'assurant de leur capacité à répondre immédiatement en termes d'environnement propice au développement des entreprises de jeunes et des femmes, et l'existence de formations professionnelles. Le projet aidera à structurer cette réponse, et à l'accélérer à travers ses appuis multiples. Il est important également, qu'autour des actions prioritaires retenues par le projet, que ces Ministères de contrepartie soient en mesure de développer une réponse complémentaire et d'envergure.

- 3) Les collectivités locales sont les bénéficiaires du projet et responsables de la mise en œuvre des activités. Cependant les conseils communaux sont susceptibles d'être remplacés par des nouveaux élus et/ou nommés. L'implication des chefs des services techniques communaux et préfectoraux ainsi que les associations de jeunes et des femmes elles-mêmes, permet de réduire l'effet de blocage du projet.
- 4) Un dernier risque encouru par le projet, est l'indispensable entente entre les jeunes et les femmes eux-mêmes. En Guinée, ces organisations comportent souvent des clivages pouvant conduire à des situations de tension et de blocages de positions, qui pourraient être exploitées par des manipulateurs de tous bords. Pour remédier à cette situation, le projet impliquera les Associations de jeunes et de femmes de toutes sensibilités et mènera des actions de dialogue et de création de synergies, ainsi que la mobilisation et l'exécution conjointe d'activités par ces associations membres des collectifs. 

Risques	Probabilité du risque (élevé, moyen, faible)	La gravité de l'impact sur le projet (élevée, moyenne, faible)	Stratégies atténuation
1-Utilisation de ressources matérielles et financières pour des fins de manipulation des jeunes et femmes par des leaders d'opinion	Elevé	Elevé	Accélération de financement du présent projet
2 - Retard dans le calendrier des élections locales	Elevé	Elevé	Synergie et plaidoyer avec les axes Dialogue et RSS en faveur d'un consensus pour l'organisation rapide des élections
3- : Exacerbation des tensions sociopolitiques	Moyen	Moyen	
4-Instabilités institutionnelles des conseils communaux	Moyen	Moyen	Implication directe des Associations des jeunes et femmes et services techniques qui doivent rester quel que soit le régime

e) Results framework and Monitoring and evaluation:

- Results framework: Provide a Results framework for the project/portfolio, using the table below. At the start of the Framework summarise in one-two sentences the underlying roadmap for peacebuilding, the purpose of PBF support and the underpinning theory of change. Further instructions and examples for each table column are contained at the bottom of the table. 

Policy statement / national roadmap for peace building: La Guinée en 2015, s'oriente vers un pays démocratique, réconcilié, respectueux des principes de l'état de droit où tous les citoyens, notamment les femmes et les jeunes, participent à la vie politique, économique et sociale dans un environnement de justice et de cohésion nationale, disposant des forces de défense et de sécurité républicaines soumises à l'autorité civile légalement établie.

Purpose of PBF support: Promouvoir l'autonomisation des jeunes (garçons/filles) et femmes à risque de conflits afin de les mettre à l'abri des manipulations politiques et des mouvements de violence à caractère politique, économique et social.

Theory of change statement: Si les résultats immédiats des projets PBF se manifestent dans des opportunités d'emploi pour les jeunes et les femmes à risque de conflits et améliorent leur accès équitable aux ressources économiques, Alors les risques de leur instrumentalisation pour des contestations sociopolitiques seront réduits

(1) Outcomes (and PBF priority area)	(2) Indicators	(3) Baselin es and time- bound targets	(4) Outputs and activities	(5) Indicators	(6) Baselines and time- bound targets	(7) RUNO & party responsi ble for mobilizi ng inputs	(8) Input s/ budg et	(9) Ke y risk s
Les jeunes et les femmes à risque de conflit sont à l'abri des manipulations politiques à travers leur accès aux revenus et leur implication à la culture de la paix et de la citoyenneté	-Taux de perception amélioré parmi les groupes cibles en vue d'accès équitable aux ressources économiques	<i>Enquête de base à réaliser</i>	Output 1 5000 jeunes et femmes ont accès à des opportunités d'emplois à travers l'appui à 84 associations des jeunes et des femmes impliqués dans la phase 1 du projet assainissement et 16 nouvelles associations émergent et sont opérationnelles dans les nouvelles zones.	Nombre d'associations de jeunes poursuivant les activités d'assainissement Nombre de jeunes et de femmes touchés	Associations Base: 84 cible : 100 Nombre de jeunes Base: 3500 cible: 5000	ONUDI, PAM et PNUD / MJEJS, MASPF, MEEF		
				Nombre de nouvelles associations de jeunes et de femmes poursuivant les activités d'assainissement et de valorisation des déchets	Base: 0 cible : 16 nombre de jeunes et de femmes Base 0 Cible : 1500			
	Taux de	N-20%	- Activity 1					

participati on des jeunes et des femmes dans des manifestati on politiques		- <i>Renforcement des capacités des PME de collecte et de tri des déchets;</i>	Nombre d'associations de jeunes et de femmes formées	84 association s cible: 100			
			Nombre d'associations de jeunes et de femmes équipées pour assurer la collecte et le tri des déchets	Base: 84 cible : 100			
		- <i>Activity 2</i>					
		- <i>Assainisseme nt et aménagement intégrés des espaces publics;</i>	Nombre d'espaces assainis et aménagés	Base: 112 cible : 132			
			Nombre d'associations de jeunes et de femmes impliqués dans les activités d'assainisseme nt dans les 12 localités à risques de conflits	Base: 64 cible : 76			
		- <i>Activity 3</i>					
		- <i>Appui aux centres de valorisation des déchets solides</i>	Nombre de centres de valorisation des déchets solides créés	Base: 9 cible : 24			
			Nombre d'emplois créés dans les centres de valorisation des déchets solides	Base: 173 cible : 413			
		- <i>Activity 4</i>					
		<i>Distribution des vivres lors des campagnes d'assainissem</i>	Quantité de vivres distribués Nombre de bénéficiaires				

			ent et de formation / sensibilisation dans les nouvelles zones	servis				
			Output 2	Nombre d'initiatives (AGR/Entreprises) appuyées dans les zones à risque de conflits	Base: 16 cible : 36 (1/Préfecture; 5/Ckry)			
			500 jeunes (filles et garçons) et 500 femmes ont accès à des revenus à travers l'appui aux initiatives économiques individuelles et/ou collectives dans les 11 préfectures à risque de conflits et la Ville de Conakry	Nombre de jeunes et de femmes ayant accès au revenu dans les 11 préfectures et la Ville de Conakry	Base: 400 cible : 900		UNFPA, ONUDI, PNUD/ MJEJS, MASPF, MEFTP	
			- Activity 1	Nombre de jeunes et de femmes à risque identifiés				
			Identification des associations des jeunes à risques et de leurs besoins	Nombre d'activités créatrices de revenus identifiées	Base: 16 cible : 36 (1/Préfecture; 5/Ckry)			
			- Activity 2	Nombre de jeunes et de femmes à risque de conflits formés en entrepreneuriat				
			Formations entrepreneuriales et au métier					

			- Activity 3	Nombre d'activités créatrices de revenus soutenues				
			Financement des AGRs identifiées	Nombre d'associations de jeunes et de femmes ayant bénéficié d'AGR				
			Output 3 Les jeunes et les femmes à risque de conflits participent aux campagnes d'animation socio éducative, à la non violence et à la culture de la paix dans les 12 localités à risque	Nombre de campagnes et d'animations socioéducatives relatives à la citoyenneté et à la culture de la paix	Base: 18 cible :78		UNFPA, PAM et UNICEF / MJEJS, MASPF	
				Nombre de jeunes et de femmes touchés par les campagnes et animations socio éducatives				
			- Activity 1	Nombre de structures d'encadrement renforcées				
			<i>Renforcement des structures d'encadrement sur la citoyenneté et la culture de la paix</i>					
			- Activity 2	Nombre de				

			<i>Formation sur la citoyenneté et cultures de la paix des structures impliquées dans l'assainissement et AGR</i>	séances de formations Nombre de personnes touchées				
			<i>- Activity 3 Animation des activités socio éducatives et organisation des débat sur la citoyenneté et cultures de la paix</i>	Nombre de campagnes d'animations, de débats d'apaisement, de tournois, de projection de films, d'émissions radio et télé produits et diffusés				
			<i>- Activity 4</i>	Nombre de structures d'animation et de prévention opérationnelles				
			<i>Appui aux structures d'animation et de prévention des conflits</i>		Base : 18 cibles 38			

Suivi et évaluation :

Ce projet vise à accompagner les efforts du gouvernement Guinéen à établir un climat social apaisé. Sa mise en œuvre inclut plusieurs acteurs dont, les ministères techniques, les structures déconcentrées et décentralisées, des associations de jeunes et de femmes ainsi que les Agences des Nations Unies.

Le suivi et l'évaluation du projet se fera à trois niveaux :

Le niveau opérationnel : un mécanisme de suivi participatif impliquant les bénéficiaires, les collectivités locales et les représentants des agences des nations unies se fera à travers les visites semestrielles sur le terrain. Des visites conjointes inter agence impliquant les ministères techniques seront privilégiés afin de promouvoir les synergies et l'appropriation recherchée.

Le niveau technique : le comité technique inter agence, impliquant toutes les agences, les services techniques et les partenaires de mise en œuvre se réunira une fois par mois pour évaluer l'état d'avancement du projet et les mesures pour surmonter les contraintes.

Le niveau stratégique : le comité de pilotage du PBF se réunira une fois par trimestre pour le suivi de l'ensemble des actions dont le présent projet. Il a pour mandat d'apprécier l'état d'avancement du projet, de donner des orientations stratégiques et de prendre des décisions importantes au regard du contexte et des enjeux nationaux.

Dans la mise en œuvre, chaque partenaire se soumettra au plan de suivi en utilisant les indicateurs fournis dans le cadre logique du présent projet et pourrait les enrichir avec des indicateurs quantitatifs pour ses activités respectives. Pendant la mise en œuvre du projet, les partenaires seront également chargés de collecter toutes les données utiles pour l'évaluation. Chaque partenaire produira un rapport trimestriel avec une section dédiée aux résultats du suivi et évaluation par trimestre.

Enfin, il est important de noter que le projet collaborera très étroitement avec le Secrétariat Permanent du PBF-Guinée du Comité de pilotage notamment le chargé de suivi-évaluation qui veillera à son intégration dans les mécanismes globaux de coordination, de rapportage et de suivi-évaluation du Plan d'actions prioritaires. Cette Unité veillera également à la création de synergies et de cohérences avec les autres projets PBF et à l'analyse des leçons qui seront engendrées.

COMPONENT 4: (The "WHO") (maximum one and a half pages)

a) Implementing agencies and their capacity:

- List of RUNOs and implementing agencies: List all implementing Recipient UN Organizations(s) and any other implementing agencies for the project, governmental or non-governmental.
- Implementing agency capacity

Les agences de mise en œuvre sont l'ONUDI, L'UNFPA, le PNUD et le PAM.

Les organismes et leur capacité :

Les agences d'exécution du projet sont choisies en fonction de leurs avantages comparatifs :

- L'ONUDI, de par son expérience dans le pays et de ses capacités avérées en matière de gestion des déchets solides et de l'emploi des jeunes dispose d'une équipe de 7 techniciens ayant développé de fortes compétences dans la conduite d'un tel projet. La représentation de l'ONUDI en Guinée couvre dans la sous-région des pays de la Mano River Union où des échanges d'expériences pourraient être facilités dans le cadre du présent projet. Aussi, son expérience antérieure dans le cadre de mise en œuvre des activités d'assainissement et d'aménagement des espaces publics au cours de la première phase justifie son choix comme Agence leader pour coordonner ce présent programme conjoint.
- L'UNFPA : son choix est déterminé par son mandat lié au renforcement des capacités et à l'autonomisation des femmes et des jeunes. Aussi, il a été pris en compte son expérience dans le domaine de l'animation socioéducative et culturelle des structures de jeunesse à travers les CECOJE implantés sur tout le territoire national. Elle dispose des équipes de terrain dans les quatre,

régions naturelles du pays. Ses performances obtenues dans le cadre de la mise en œuvre de la précédente phase du Plan Prioritaire notamment l'appui aux mouvements féminins, la création d'emploi temporaires permettent de se rassurer à participer efficacement à la gestion du présent projet.

- Le PNUD a un avantage comparatif certain à cause de son expérience dans le pays et de ses capacités avérées en matière d'emploi des jeunes et femmes à travers les activités de haute intensité de main d'œuvre (HIMO) dans la région forestière dans le cadre du PROMOJAT 1 et 2 du Programme conjoint Guinée forestière et du PPCP 2 phase 1. Il dispose également d'une équipe opérationnelle dans les quatre localités cibles du projet. Son choix a été déterminé pour la mise en œuvre de ce présent projet par ses bonnes performances enregistrées dans l'exécution du précédent projet.
- Le PAM est une Agence spécialisée dans la distribution des vivres aux personnes vulnérables à risque et d'instabilité dans les situations d'urgence. Etant donné que la présente phase du projet emploi des jeunes vise à créer des emplois décents et durables, il sera privilégié d'accompagner les porteurs de certains projets en vivres afin de renforcer l'appropriation et la durabilité. Il est évident que le PAM est la seule Agence capable de fournir des vivres selon son mandat.
- Quant aux institutions et départements ministériels impliqués, ils ont été identifiés en fonction de leur rôle dans le processus de consolidation de la paix, notamment l'axe emploi jeunes et femmes. Ces départements ministériels concernés sont : le Ministère de la jeunesse, l'emploi des jeunes et des sports, le ministère des affaires sociales, de la promotion féminine et de l'enfance, le ministère de l'Administration du territoire et de la décentralisation, et le ministère de l'Environnement, et le ministère de l'Agriculture.

b) Dispositions de gestion de projet et de la coordination :

Le présent projet couvre trois composantes. Les actions prévues seront exécutées par les structures existantes de chaque Agence suivant son implantation géographique et de ses interventions prévues dans le cadre de ce projet. Chaque Agence, en son sein dispose d'une une équipe de coordination et de gestion spécifiquement affecté pour la mise en œuvre de ce projet.

Un Comité de Technique inter agence de Coordination et de Suivi (CTCS) élargi aux Ministères impliqués sera mis en place pour veiller au respect des orientations stratégiques du projet, et la conformité de son exécution dans les délais. Présidé par le Ministère de la jeunesse et appuyé par le Secrétariat Technique Permanent du comité pilotage PBF. Il sera composé de :

- Un Représentant de l'ONUDI
- Un Représentant de l'UNFPA,
- Un Représentant du PAM ;
- Un Représentant du PNUD (programme conjoint GF)
- Un représentant du secrétariat permanent du PBF.
- Un représentant du Ministère de la jeunesse
- Un représentant du Ministère des affaires sociales

Ce Comité se réunira une fois par mois à la demande du président du comité technique.

c) Dispositions administratives (paragraphe standardisés - ne pas retirer)

Le projet bénéficiera de l'appui technique du MTPF et du PBSO en matière d'appui conseil, de mise en relation, de formation et de facilitation d'échanges SUD-SUD.

Le Comité de Pilotage du Fonds de consolidation de la paix est responsable pour l'orientation et le suivi du Secrétariat. Les rapports réguliers seront fournis au président et au vice-président semestriellement, un rapport d'état d'avancement sera présenté au Comité de pilotage.

Les fonds seront gérés séparément par chaque Agence en fonction de ses procédures administratives et financières. Les rapports conjoints financiers et narratifs annuels et à la fin du projet seront soumis pour appréciation au comité de pilotage du programme PBF via le secrétariat technique permanent.

Le Bureau du MPTF sert d'Agent administratif (AA) du PBF et est responsable de la réception des contributions des bailleurs de fonds, le transfert de fonds aux organisations bénéficiaires des Nations Unies, la consolidation des rapports narratifs et financiers et la présentation de celles-ci à l'PBSO et les bailleurs de fonds PBF. Comme Agent administratif du PBF, le Bureau MPTF transfère des fonds aux agences récipiendaires (RUNOS) sur la base du protocole d'accord signé entre chaque RUNO et le Bureau MPTF.

Propriété de l'équipement, des fournitures et autres biens

La propriété des équipements, fournitures et autres biens financés par le PBF est dévolue à l'agence responsable des activités. Les questions relatives au transfert de propriété par le RUNO doivent être déterminées conformément à ses propres politiques et procédures applicables.

L'agent administratif du PBSO fera en sorte que les opérations de la PBF soient rendues publiques sur le site PBF (<http://unpbf.org>) et le site Web de l'Agent administratif (<http://mptf.undp.org>).

Component 5: Annexes

Annex A:

Donor Mapping in Peacebuilding Strategic Outcome Area/s (including UN agencies) and gap analysis

Peacebuilding Strategic Outcome Area	Key Institution	Key Projects/Activities	Duration of projects/activities	Budget in \$	Estimated gap in \$
<i>Ex. : Security Sector Reform, Defense Sector Reform and Combating Drug Trafficking</i>	1) The Gov of Brazil,	1) Brazil: Police and military academies	1) 2 years : from march 2009 to February 2011	1) 2 Million	1) 300,000
	2) UNIOGBIS + UNDP	2) UNIOGBIS: Technical assistance to police reform and reform of the armed forces; UNDP: Support to SSR National Steering Committee	2) 1 year: from September 2010 to august 2011	2) 4 Million	2) 1 million
	3) EU	3) EU : Rehabilitation of justice infrastructure (courts, BAR Association)	3) 3 years	3) 10 Million	3) 3 million

Annex B:

Mapping of UN Recipient Organizations

Please include exhaustive information of annual budgets of each recipient agency (RUNOs) in the targeted outcome area.

UN Agency	Key Sectors (top five or fewer)	Annual Budget (last year) per Recipient Organization in key sectors ³	Annual Budget (this year) per Recipient Organization in key sectors ⁴	Projection of Annual Budget (next year) per Recipient Organization in key sectors	2012 Delivery (Agency Total)	Annual Rate

³ If UNDP is one of the Recipient Agencies, specific information shall be included on whether the country is benefiting of BCPR Thematic Trust Fund and if yes, the amounts allocated and the funding gaps need to be specified

⁴ If UNDP is one of the Recipient Agencies, specific information shall be included on whether the country is benefiting of BCPR Thematic Trust Fund and if yes, the amounts allocated and the funding gaps need to be specified

<i>Ex.</i> 1)UNDP	<i>(1) Strengthening of justice and Security Sector Reform</i> <i>(2)</i>	<i>1) 2010-2011: USD 2 Million (SSR)</i>	<i>1) 2012: 3,854,817.00 USD from BCPR Thematic Trust Fund)</i>		<i>2012 budget: US\$ 9.3 m Annual delivery rate: 75%</i>
<i>Ex.</i> 2) UNICEF	<i>1) Basic Education and Gender Equality</i> <i>2)</i>	<i>1) 2010-2011: USD 5 Million</i>	<i>1) 2012: US\$ 3,228,060</i>		<i>Annual budget: US\$11,026,559 Annual delivery rate : 93%</i>

Annex C

Suggested Organigram to be used for the Project's Joint Steering Committee or the Project Board.

ANNEX D

TARGET TABLE FOR OUTCOME AND OUTPUT INDICATORS OF THE RESULTS FRAMEWORK

This target table will be used for MPTFO reporting

	Performance Indicators	Indicator Baselines	Planned Indicator Targets	Targets actually achieved
Outcome 1⁵: Les jeunes et les femmes à risque de conflit sont à l'abri des manipulations politiques à travers leur accès aux revenus et à la culture de la citoyenneté	Indicator: - Taux d'amélioration de la perception parmi les groupes cibles en vue d'accès équitable aux ressources économiques - Taux de participation des jeunes et des femmes dans des manifestations politiques	N (Enquête de référence à réaliser)	N+20	
Output 1.1 5000 jeunes et femmes ont accès à des opportunités d'emplois à travers l'appui à 84 associations des jeunes et des femmes impliqués dans la phase 1 du projet assainissement et 16 nouvelles associations émergent et sont opérationnelles dans les nouvelles zones.	Indicator 1.1.1 Nombre d'associations de jeunes poursuivant les activités d'assainissement	84	100	
	Indicator 1.1.2: Nombre de jeunes et de femmes touchés	4000	5000	
	Indicator 1.1.3: Nombre de nouvelles associations de jeunes et de femmes poursuivant les activités d'assainissement et de valorisation des déchets	0	16	
Output 1.2: 500 jeunes et femmes ont accès à des revenus à travers l'appui aux initiatives économiques individuelles et/ou collectives dans les 11 préfectures à risque de conflits et la Ville de Conakry	Indicator 1.2.1: Nombre d'initiatives (AGR/Entreprises) appuyées dans les zones à risque de conflits	16	36	
	Indicator 1.2.2: Nombre de jeunes et de femmes ayant accès au revenu dans les 12 localités	400	900	
Output 1.3 Les jeunes et les femmes à risque de conflits participent aux campagnes d'animation socio éducative, à la non violence et à la culture de la paix dans les 12 localités à risque	Indicator 2.1.1: Nombre de campagnes et d'animations socioéducatives relatives à la citoyenneté et à la culture de la paix	18	78	
	Indicator 2.1.2: Nombre de jeunes et de femmes touchés par les campagnes et animations socio éducatives	4000	5500	

⁵ Either country relevant (from the Priority Plan or Project Document) or PMP specific.



**PEACEBUILDING FUND
PROJECT SUMMARY**

Project Number & Title:	PBF/ PROGRAMME NATIONAL D'EMPLOI SPECIFIQUE POUR LES JEUNES ET LES FEMMES A RISQUE DE CONFLIT ET DE FORMATION ORIENTEES SUR LA CLUTURE DE PAIX ET DE LA CITOYENNETE.	
Recipient UN Organization:	ONUDI UNFPA PNUD PAM	
Implementing Partner(s):	<ul style="list-style-type: none"> - Ministère de la Jeunesse et de l'Emploi des Jeunes - Ministère de l'habitat et de l'urbanisme - Ministère de l'Industrie et des PME - Ministère des Affaires Sociales et de la Promotion Féminine - Ministère de l'Agriculture - Ministère de l'Environnement et du Développement Durable - Ministère de l'Administration du Territoire et de la décentralisation - Gouvernorats - Banque Mondiale BM - Union Européenne - PME ONG	
Location:	Guinée (5 Communes de Conakry et 15 préfectures de l'intérieur du pays)	
Approved Project Budget:	2 549 725 USD	
Duration:	Planned Start Date: Janvier 2014	Planned Completion: Juin 2015
SC Approval Date: (Actual Dates)		
Project Description:	Ce programme vise à promouvoir l'autonomisation des jeunes (garçons/filles) et femmes à risque de conflits afin de les mettre à l'abri des manipulations politiques et des mouvements de violence (à caractère politique, économique et social), à travers la création d'emplois et la formation de ces couches vulnérables, notamment: <ul style="list-style-type: none"> - le renforcement du projet d'assainissement à travers les fonds de 	

	<p>réactivités pour les jeunes et les femmes dans les zones à risque;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le soutien aux initiatives entrepreneuriales/AGR des jeunes et femmes à risque; - l'animation socio-éducative à la citoyenneté et à la culture de la paix des jeunes et femmes dans les localités à risque
PBF Priority Area:	Emploi des jeunes et des femmes
PBF Outcome:	Les jeunes et les femmes à risque de conflit sont à l'abri des manipulations politiques à travers leur accès aux revenus et à la formation sur la culture de la paix et de la citoyenneté
Key Project Activities:	<p>Output1 : 5000 jeunes et femmes ont accès à des opportunités d'emplois à travers l'appui à 84 associations des jeunes et des femmes impliqués dans la phase 1 du projet assainissement et 16 nouvelles associations émergent et sont opérationnelles dans les nouvelles zones :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Renforcement des capacités des PME de collecte et de tri des déchets; -Assainissement et aménagement intégrés des espaces publics; - Appui aux centres de valorisation des déchets solides -Distribution des vivres lors des campagnes d'assainissement et de formation / sensibilisation dans les nouvelles zones <p>Output2 :500 jeunes et femmes ont accès à des revenus à travers l'appui aux initiatives économiques individuelles et/ou collectives dans les 11 préfectures à risque de conflits et la Ville de Conakry</p> <p>Identification des associations des jeunes à risques et de leurs besoins en AGR :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Formation entrepreneuriales et au métier -Financement des AGRs identifiées -Renforcement des structures d'encadrement sur la citoyenneté et la culture de la paix -Formation sur la citoyenneté et cultures de la paix des structures impliquées dans l'assainissement et AGR <p>Output3 : Les jeunes et les femmes à risque de conflits participent aux campagnes d'animation socioéducative, à la non violence et à la culture de la paix dans les 12 localités à risque :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Animation des activités socioéducatives et organisation des débats - sur la citoyenneté et cultures de la paix -Appui aux structures d'animation et de prévention des conflits